



Section SGPA-Paca

Marseille, le 31 janvier 2013

A l'appel à la grève des organisations syndicales du Ministère de la Culture, une trentaine d'archéologues de l'Inrap en grève ont participé ce jeudi 31 janvier 2013 à la manifestation organisée à Marseille pour soutenir un certain nombre de revendications :

- mise en place d'un plan de résorption de la précarité à l'Inrap à hauteur de 200 emplois
- réforme de l'archéologie préventive avec mise en place d'un système public
- augmentation des salaires et des régimes indemnitaires :
 - o augmentation du point d'indice,
 - o revalorisation de la grille indiciaire,
 - o réévaluation du régime indemnitaire (prime d'insalubrité, prime de grand déplacement)
 - o réévaluation immédiate des frais de déplacement (la nuitée à 60 euros et repas à 20 euros)
- suppression de la mesure sarkoziste du jour de carence dans la fonction publique.

Les agents de la base de Besançon ont participé massivement à l'assemblée générale réunie dans le cadre du mouvement de grève nationale.

Les discussions vives et animées ont porté essentiellement sur les problèmes de l'emploi. Au thème de l'emploi précarisé, bien identifiable dans notre interrégion, ils ont rappelé avec force les dysfonctionnements dans la politique de recrutement de l'Inrap.

Ainsi pour ne prendre en compte que la seule année 2012, le centre archéologique de Besançon a perdu trois postes suite à des démissions. Malgré ce fait, jamais la direction régionale n'a engagé les démarches nécessaires pour qu'ils soient pourvus. Ce manque de réaction (volontaire ?) est d'autant plus étonnant que la situation diffère totalement lorsqu'il s'agit de postes restés libres à la DIR qui eux finissent par être pourvus.

« *Mais l'opérationnel ça coûte cher ... moins y en a, plus on baisse nos coûts de production ...* » semble être, à Dijon et Paris, le summum de la pensée libérale du moment.

Avec un volume d'opérations qui ne connaît aucune baisse, les effectifs eux sont en constante diminution. Les agents de la base de Besançon exigent que les postes non pourvus le soient de manière pérenne par nos jeunes collègues CDD impliqués depuis déjà de nombreuses années dans notre région. Un courrier a été rédigé en ce sens par l'assemblée générale et adressé la direction de l'établissement.

Les agents de Besançon redoutent que les conclusions du « livre blanc de l'archéologie préventive » n'aillent que dans un seul et unique sens : le partage « du gâteau scientifique » entre les opérateurs issus de la loi de 2003. Ils rappellent leur attachement indéfectible à une archéologie publique dégagée des contraintes propres aux "lois" du marché.

Les agents grévistes demeurent solidaires des actions qui seront menées à Paris.

COMMUNIQUE de CHAMPAGNE-ARDENNE

Suite au préavis de grève émis par l'intersyndicale CGT, SUD, FSU, CNT, plusieurs archéologues champenois du SRA et de l'Inrap (regroupant CDD et CDI) ont décidé de prendre part à l'action menée à Paris, mais également en région en manifestant à Reims et à Châlons-en-Champagne notamment.

Les archéologues champenois voulaient attirer l'attention sur le fait que l'abondante activité archéologique préventive rendait nécessaire un recrutement et une déprécarisation massive des collègues actuellement en CDD. Ils ont attiré l'attention sur le fait que l'actuelle proposition de 160 CDI sur trois ans ne pouvait suffire. L'activité archéologique, mais aussi les situations humaines parfois dramatiques des CDD, dans une précarité extrême, enchaînant tant bien que mal les contrats, ou encore la pression exercée sur les CDI en régions sous-dotées avec les arrêts-maladie et les demande de temps partiel que cela engendre rendent nécessaire **un recrutement à hauteur de 200 ETP, et ce, sans délais.**

Les collègues ont également attiré l'attention sur le fait que ce plan de recrutement devrait suivre une logique qui ne pénalise pas les régions peu attractives, et que la Champagne-Ardenne en particulier puisse profiter dans une mesure raisonnable de ces recrutements.

Après s'être « invités » au ministère de la culture et de la communication, une assemblée générale s'est tenue et réunissait à la fois les archéologues de l'Inrap, et les personnels du ministère. C'est ensemble qu'ils se sont rendus rue de Valois, et qu'ils ont fait entendre les revendications de la journée.

Pour répondre à ce regroupement, le Conseillé social de la ministre à proposé de recevoir une délégation dans l'après-midi. Cette délégation saura remettre sur la table les revendications émises par l'intersyndicale.

Les archéologues champenois exigent :

- un système public d'archéologie préventive ;
- la mise en place d'un plan de résorption de la précarité à l'Inrap à hauteur de 200 emplois, sans délais, et en particulier dans les régions où l'activité archéologique préventive est importante ;
- le pourvoi des postes vacants, et la création des conditions permettant de pourvoir les postes (concours adaptés) dans les Services Régionaux d'Archéologie ;
- l'augmentation du point d'indice pour compenser les pertes de pouvoir d'achat de ces dernières années et réévaluation du régime indemnitaire pour les personnels de l'Inrap ;
- l'abrogation du jour de carence qui constitue une mesure socialement injuste et économiquement inefficace.

La section SGPA-CGT Champagne-Ardenne, le 31-01-2013.

PREAVIS DE GREVE DU 31 JANVIER 2013

Inrap

Centre de recherches archéologiques d'Orléans Saint-Cyr-en-Val

Les agents se sont réunis ce jour en assemblée générale et ont pris connaissance des résultats de la réunion de négociation qui s'est tenue hier, mercredi 30 janvier.

Ils ne peuvent accepter qu'à toutes les revendications portées par l'intersyndicale, la seule réponse apportée par le Ministère de la Culture soit "le Livre Blanc" !

Les besoins sont réels et urgents, il s'agit même de nécessités :

- nécessité de renforcer les équipes des SRA ;
- nécessité d'embauche à l'Inrap, avec un plan de résorption de la précarité au moins à hauteur de 200 emplois, ce qui reste en dessous du nombre d'ETP réellement consommé chaque année ;
- nécessité de réinscrire l'archéologie préventive dans un dispositif fort de service public.

Les agents présents ont ainsi voté à l'unanimité les points de revendications portées par l'intersyndicale.

Ils ont voté à la majorité la grève et seront présents dans les différents cortèges de manifestation organisés ce jour.

Ils appellent leurs collègues à rester vigilants sur ces points et sur l'avenir de l'archéologie préventive.

Orléans, le 31 janvier 2013



SGPA USPAC CGT

**SYNDICAT GÉNÉRAL DES PERSONNELS DU SERVICE PUBLIC DE
L'ARCHÉOLOGIE**

12, rue de Louvois - 75002 PARIS

Tél. : 01 40 15 51 70 - Fax : 001 40 15 51 77

E-Mail sgpa.cgt-culture@culture.gouv.fr

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Objet : Compte-rendu de l'appel à la grève du 31 janvier 2013.

Une vingtaine d'agents INRAP du Languedoc-Roussillon, CDI et CDD, ont répondu à l'appel à la grève et aux rassemblements du 31 janvier, dans les villes de Nîmes, Montpellier, Béziers et Perpignan.

Les revendications portaient principalement sur :

- la résorption de la précarité à hauteur de 200 ETP,
- la réévaluation du point d'indice salarial,
- le maintien des acquis sociaux (problème des arrêts maladies pour les agents CDD, de l'indemnisation chômage...),
- la réforme de l'archéologie préventive en faveur d'un vrai service public (livre blanc).

A Nîmes, ces revendications ont été relayées par les journaux régionaux et locaux (La Gazette, Midi Libre et La Marseille), ainsi que par TV Sud.

La lutte continue ...

Nous restons vigilants et mobilisés pour la défense de l'archéologie publique !